



**Intervention de  
Jean-Louis Borloo  
Paris, 9 décembre  
2010**

Il est rare de célébrer une loi. Plus rare encore de le faire avec des hommes et des femmes que rien ne semble rapprocher. Rien, sinon l'essentiel.

Ceux qui croient au Ciel et ceux qui n'y croient pas, ceux que les convictions ont placés à des points opposés de l'échiquier politique, ceux qui s'engagent dans les syndicats, les entreprises, les associations et tous les mouvements qui font la vitalité de la société civile, militants politiques, militants des droits humains, militants écologistes, intellectuels, chacun d'entre vous : nous sommes là pour fêter une des plus grandes lois de notre République, la loi du 9 décembre 1905, dite loi de Séparation de l'Église et de l'État, tout sauf une loi de rupture, de rejet mutuel ou réciproque.

La loi de 1905 est, d'abord et avant tout, une loi de pacification, une grande loi de réconciliation nationale et humaine. Une loi de réconciliation entre deux France : réconciliation entre la France des villes, de l'industrialisation massive et de l'exode rural, et la France des campagnes, attachée à ses racines et à ses traditions ; réconciliation entre la France de la transmission et la France de la progression sociale ; entre une France ouverte sur l'extérieur et une France repliée, voire pétrifiée face à la modernité.

Une loi qui intervient à un moment où l'on sent bien que le conflit est proche, la violence aux aguets, la guerre civile latente : c'est en 1903 le rejet systématique de toutes les autorisations de congrégations masculines ; en 1904, l'interdiction de l'enseignement aux congrégations ; la rupture des relations diplomatiques entre la France et le Vatican ; la volonté de certains responsables politiques de soumettre l'Église directement au contrôle de l'État et les appels lancés par les ultras à la désobéissance civile, à l'insoumission voire à l'insurrection contre la République.

Une loi simple, concise, efficace, qui crée la plus belle et la plus grande des exceptions françaises : la laïcité. Une laïcité qui ne juge pas, ne condamne pas, ni ne rejette. Une laïcité qui est à la fois un poing serré et une main tendue, une limite et une ouverture, une mise en garde et une invitation. Une laïcité d'autant plus précautionneuse qu'elle est le fruit de nos doutes, de nos déchirements, de nos renoncements et de nos aveuglements. Une laïcité d'autant plus précieuse qu'elle est le fruit du génie des Lumières et de la philosophie européenne et méditerranéenne. Une laïcité d'autant plus orgueilleuse qu'elle a su devenir le supplément d'âme d'une nation, profondément marquée par mille ans de catholicisme. Une laïcité d'autant plus glorieuse qu'elle est, sans nul doute, le plus bel

hommage rendu par la raison humaine aux religions, en ce qu'elle place la liberté au cœur de la foi.

Mes chers amis,

Ce que nous célébrons aujourd'hui, ce n'est pas un accommodage de façade, aussi talentueux soit-il, mais un véritable traité de paix, qui est venu clore quatorze siècles d'histoire, deux siècles de malentendus et vingt-cinq ans de conflits larvés.

Par cette loi, la France est passée du statut de « *soldat de Dieu* » à celui de « *soldat de l'Humanité et de l'Idéal* », disait Georges Clemenceau. Aristide Briand, le rapporteur de la loi, eut cette formule : « *Je ne veux pas que cette loi soit braquée sur l'Église comme un revolver.* » Il modère les ardeurs anticléricales. Il noue le dialogue avec les catholiques. Il parvient à faire voter aux uns comme aux autres un même texte, fruit d'un compromis acceptable.

Oui, la politique, c'est la voie du dialogue, du *dialogo profundi*, la voie du consensus, la voie du compromis et la voie de la modération, qui n'est pas de la faiblesse. C'est parce qu'Aristide Briand a choisi l'écoute, le dialogue, le respect, l'action que la loi de 1905 n'a pas été la curiosité politique d'une saison, mais qu'elle a traversé le temps pour venir jusqu'à nous.

Rien de grand ne peut se faire, rien qui dure ne peut se construire, qui ne soit fondé sur l'écoute, le dialogue et l'action.

Cette loi incarne peut-être, à elle seule, la République, notre bien commun. Cette loi mérite d'être fêtée. Mais elle nous invite aussi à faire le point sur la laïcité aujourd'hui. Aujourd'hui, la laïcité n'est plus une laïcité de combat. Plus personne ne songe sérieusement à restreindre la place des Églises dans notre société. On en vient même à regretter qu'elles soient trop souvent absentes des débats publics, tant elles pourraient y apporter un surcroît de valeur et de sens.

La laïcité n'est plus une laïcité de combat. Mais il existe des combats que nous devons livrer aujourd'hui pour la laïcité. Oui, elle est parfois menacée.

Menacée par ces formes nouvelles que sont le communautarisme et l'intégrisme. N'avons-nous pas un doute lorsque l'on privatise, pour des motifs religieux, des piscines dans certaines de nos villes ? Ou lorsque des rues entières sont accaparées par des hommes en prière ? Menacée lorsque, dans nos écoles, le professeur d'histoire ne peut plus évoquer la Shoah sans subir des assauts de critiques et d'insultes. Menacée lorsque le professeur de sciences naturelles doit remballer Darwin et la théorie de l'évolution, parce que l'un ou

l'autre de ses élèves apprend le créationnisme à la maison. Menacée lorsque nous manquons de vigilance sur les mariages forcés, le silence qui les entoure et l'injure faite à la dignité des femmes. Menacée lorsque nous sommes faibles face à l'intolérable polygamie. Menacée enfin lorsque, dans nos hôpitaux, des hommes ne peuvent pas prodiguer de soins médicaux à une femme. Ce n'est pas rendre service à l'immense majorité des croyants que de laisser les intégristes gagner pas à pas du terrain. Face à eux, aucun accommodement n'est possible. Aucun accommodement n'est raisonnable.

Oui, la laïcité est à l'ordre du jour. À nous d'en parler, à nous de la faire vivre. Avec respect, fermeté, intransigeance et humanité. Faisons-la vivre plus concrètement encore dans nos villes, dans nos quartiers, dans nos entreprises, dans nos organisations syndicales, dans nos familles, dans nos cercles d'amis. Et je voudrais dire à toutes les associations qui luttent contre toutes les formes de racisme, pour l'égalité et pour la laïcité, notre très grande gratitude. Je voudrais surtout leur dire : vous n'êtes pas seuls ! Non, vous n'êtes pas seuls ! Toute la société, toute la République, est avec vous.

En vous conviant ce soir au Dîner de la République, je me disais : notre République n'est-elle pas devenue une évidence, une habitude, un environnement juridique et institutionnel, un mécanisme comptable de redistribution des chances et des richesses, une organisation territoriale plus ou moins aboutie, un simple régime politique, une organisation humaine comme une autre, sans profondeur ni relief ?

La République ne doit-elle pas, au contraire, devenir à nouveau le sujet politique majeur ? Ne devons-nous pas avec précision, application, en profondeur, adapter, c'est-à-dire refonder le pacte républicain, voir où nous en sommes en réalité, à un moment où jamais, dans l'histoire du monde, des mutations aussi profondes ne se seront produites dans un laps de temps aussi restreint ?

En l'espace de quelques décennies, nous sommes passés du monde de la deuxième révolution industrielle à un monde qui doit répondre à des défis nouveaux : la croissance verte et les ressources naturelles finies, la mondialisation des opérations, la révolution de l'information, la confrontation entre le droit local et des pratiques mondialisées, les évolutions technologiques, comme les nanotechnologies, la mutation des énergies, la mutation des flux migratoires, l'interconnexion des modèles économiques, l'allongement de la durée de la vie.

Le temps s'accélère. Les mutations se précipitent. Le monde se métamorphose sous nos yeux. Les situations sont nouvelles, totalement inédites, mais nous pensons parfois encore comme des hommes du XIXe siècle.

Nous devons refonder le pacte républicain à l'aune des grandes mutations du monde et notre pays. La crise de 2008 n'est pas une simple crise de la technique bancaire. Il est faux d'imaginer que cela repartira comme avant. Car la crise est plus profonde. C'est la crise de la compétitivité de l'Occident, de notre modèle de production et de surconsommation. Ce sont ces crises, multiples et stratifiées, qui ont conduit toutes nos économies occidentales aux déficits cumulés des familles, des collectivités, des États, comme des ressources naturelles et halieutiques. C'est donc une crise de nos valeurs et de nos représentations. C'est une crise du sens, que nous vivons aujourd'hui. Une crise profonde de la conscience occidentale.

Alors, face à ces mutations, la République est-elle en danger ? Ou reste-t-elle, au contraire, notre seule grille de lecture et notre pacte fondamental ? La République est-elle un héritage du passé ? Ou un projet, un chemin, un espoir ? Regardons tranquillement, sans complaisance, sans accuser personne.

Est-ce encore la République quand on s'habitue à tant d'écart entre les communes pauvres et les communes riches ?

Est-ce la République, quand on fait reposer sur nos enfants et les générations qui viennent nos propres dettes financières et écologiques ? Et cet héritage-là, ils ne pourront pas y renoncer...

Est-ce la République, quand on laisse la fiscalité aux seuls techniciens ? Fiscalité fondée au XIXe siècle sur les stocks et les hommes, alors que nous vivons dans un monde des flux. Ne devons-nous pas revenir aux fondamentaux ? L'impôt, c'est l'effort consenti par chacun en fonction de ses capacités pour assumer des investissements collectifs. Dès lors, le concept même de niche fiscale n'est-il pas, pour l'essentiel, étranger à la conception républicaine de la fiscalité ? Étranger aussi, parce qu'opaque et injuste ? En République, l'impôt c'est la justice, la solidarité, la clarté, la transparence.

Est-ce encore la République, quand on a, de fait, dans nos villes, des écoles de riches et des écoles de pauvres ?

Est-ce la République, quand 150 000 jeunes sortent tous les ans sans qualification, malgré

l'engagement, le dévouement et la compétence des acteurs de la formation : enseignants, chambres consulaires, professions, régions, Education nationale ? Qui ne voit pas qu'il y a là un problème de pilotage global de la qualification de tous les Français ?

Oui, je crois que si nous regardons tranquillement, toutes sensibilités confondues, les grands sujets qui sont devant nous aujourd'hui, si on les évalue au regard de la devise de la République, alors je pense que nous aurons à procéder à bien des remises en cause...

Les mutations rapides exigent des ajustements extrêmement rapides.

C'est normal qu'il y ait des dysfonctionnements. Ce qui n'est pas normal, c'est de nous habituer à ne plus regarder assez notre société à l'aune du pacte républicain. Ce qui n'est pas normal, c'est de nous habituer à ne plus placer systématiquement la République au cœur de toute chose. La République doit redevenir une question politique, une idée neuve. Elle doit redevenir le filtre à travers lequel nous regardons tous les grands enjeux.

La République, c'est le mérite, c'est l'excellence, c'est l'effort. C'est l'espoir de s'en sortir, de s'émanciper de sa condition sociale comme de ses origines. La République, c'est une conquête, un combat de l'homme sur les forces qui le minent.

Nous nous posons beaucoup de questions sur la France et sur la République. Mais nous ne sommes pas seuls dans une forme de désarroi. Regardez nos voisins européens.

On nous vantait, il y a encore peu, le multiculturalisme à l'allemande. La chancelière a annoncé, il y a quelques semaines, la fin du *Multikulti*. La Belgique se cherche. Et nos amis Anglais s'inquiètent que la loi commune s'efface progressivement devant la loi particulière des communautés. Tous se posent la question du modèle d'intégration et de citoyenneté.

Et si c'était notre vieux modèle républicain qui était, pour nous, l'avenir ? Renan l'écrivait à sa façon : « *Il faut parfois se résoudre à paraître démodé pour avoir raison de son temps.* »

Il ne s'agit pas de revenir en arrière, ni même d'affirmer que le modèle français est meilleur qu'un autre. Il s'agit simplement de faire face aux défis qui se présentent à nous et de nous montrer à la hauteur des hommes qui nous ont précédés. À la hauteur de Ferry, de Clemenceau, de Gambetta, qui ont eu l'audace d'instituer la République dans des circonstances aussi difficiles que celles qui sont les nôtres aujourd'hui. À la hauteur de Jean Moulin, du général de Gaulle et du Conseil national de la Résistance, qui, aux pires heures de notre histoire, fondèrent sur des bases nouvelles et dans des circonstances

inédites une République plus fraternelle et plus sociale.

La République est une chose fragile. On l'a vu souvent disparaître et renaître au cours de notre histoire : 1848, 1875, 1905, 1945, 1958 sont autant de dates où il a fallu la rebâtir de fond en comble. Oui, la République est une chose fragile. Le cours naturel du monde nous incline à l'individualisme, au repli sur nous-mêmes et sur nos communautés. Oubliez la République : vous aurez gagné des tribus, vous aurez perdu des citoyens ! La République demande à chacun d'entre nous de se surpasser. Elle nous demande de mettre de côté nos origines, nos appartenances. Elle réclame des efforts. Elle ne paie que le mérite.

Pour qu'elle vive aujourd'hui, il faut toujours plus s'appuyer sur des femmes et des hommes qui, comme vous, dans tous les secteurs de la société, sont résolus à la faire vivre et à en porter les valeurs. Pour qu'elle vive aujourd'hui, il nous faut conduire une oeuvre immense de renouvellement et de refondation.

Mesdames et Messieurs,

J'ai longtemps rêvé ce moment. Et je l'ai aussi redouté. Et, ce soir, je suis profondément ému. Ému de vous voir, de voir chacun d'entre vous. Ému par les lettres, les appels téléphoniques que j'ai reçus de ceux qui souhaitaient être parmi nous : le président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, le recteur de la Mosquée de Paris, Dalil Boubakeur, Jean-Pierre Raffarin et plus de mille personnes qui n'ont pas pu trouver de place à ce dîner.

Ému comme je l'ai été à Valenciennes, il y a plus de vingt ans, lorsque j'ai compris, tout d'un coup, que je n'avais pas conquis une ville, mais qu'une population désespérée m'avait ouvert son coeur et m'avait dit : « *On te fait confiance !* »

J'ai compris que le prix de l'honneur et le prix de la confiance étaient de tout quitter, de tout laisser derrière moi, pour Valenciennes. Quitter mes attaches, mon confort personnel, la prospérité professionnelle que j'avais mis quinze ans à bâtir. Sur la table de jeu, c'était moi la mise – seule façon d'honorer complètement la confiance que les Valenciennois m'avaient accordée. Je n'ai jamais regretté. Ça ne m'a jamais pesé, bien au contraire.

Je suis aujourd'hui plus fort de l'honneur d'avoir servi.

Le Valenciennois était alors touché par le plus grand drame social et économique d'Europe : 40 000 licenciements. Aucune famille n'était épargnée. 26 % de chômage avait tout ravagé, jusqu'à l'espoir de s'en sortir, jusqu'à l'espoir de pouvoir donner un jour un avenir à ses enfants. Ce gâchis humain, économique, social, moral, ce gâchis terrible m'était

insupportable. Je n'avais aucune solution toute faite, aucune compétence particulière. Je n'avais qu'un moteur : honorer cette confiance. Je n'avais qu'une conviction : la fatalité n'existe pas.

Une solution était possible : elle appartenait aux 350 000 Valenciennois. Forcément, une solution était devant nous si nous bousculions les façons de penser et d'agir, si nous dépassions les clivages et fédérions toutes les énergies.

J'ai douté. J'ai douté des mois, des années peut-être. Car le chemin du redressement est toujours un chemin difficile.

J'ai compris que l'élu du peuple n'était pas un décideur isolé, mais le tiers de confiance entre les entrepreneurs, les employés, les syndicats, les commerçants, les artisans, les agriculteurs, les fonctionnaires de toutes les fonctions publiques, les propriétaires, les universitaires, les étudiants, les associations, toutes les associations : bref, toute la société ! Je me souviens du jour où ce sont les agriculteurs qui sont venus épauler l'industrie, en nous offrant leurs plus belles terres, des milliers d'hectares, pour implanter des usines, car elles étaient au bord du canal, reliées au ferroviaire et longées par l'autoroute. Et cela, ça s'appelle la fraternité, ça s'appelle la République.

L'élu du peuple, c'est celui qui unit et qui fédère, celui qui rassemble. Celui qui, dans le travail, ne regarde plus les appartenances partisans, et agit, avec chacun et chacune en confiance, dans le respect de la différence.

Vous le savez : je porte les quartiers de France dans mon cœur. Nos quartiers, je les connais tous. Ou presque. Je les ai arpentés. Je les ai ressentis. Je les aime. Pour moi, ce sont des visages en attente de République. Le Neuhof, la Duchère, Vaux-en-Velin, le Chemin-Vert à Boulogne, le Haut-du-Lièvre à Nancy, le quartier Wilson et le quartier Kennedy ! Des bâtiments délabrés voire explosés, des conditions de vie indignes, des situations inextricables où chacun se renvoyait la faute : les Villes, les offices HLM, les bailleurs sociaux, les Conseils généraux, l'État.

Et, pourtant, ce sont 500 bouts de la République, cinq millions de nos compatriotes ! L'inaction et le fatalisme menaçaient de faire voler en éclats notre République ! Puisque c'était inacceptable, on ne pouvait pas l'accepter !

Alors, nous nous sommes mis tous ensemble autour de chacun des quartiers : les villes, les régions les départements, les syndicats qui gèrent le 1 %, les associations, les offices et les SA d'HLM (17 parfois dans le même quartier), les maires de gauche comme de droite.

Et nous avons mené une véritable révolution urbaine, en ouvrant des avenues, cassant des

barres, améliorant l'habitat, créant des crèches, des écoles et des services. Nous avons rompu avec la fatalité et les conservatismes de tous ordres. Évidemment, beaucoup reste à faire, mais la rénovation urbaine continue dans un consensus le plus total ! Mais il faudra faire plus, beaucoup plus. Nous en reparlerons, car c'est un enjeu républicain crucial.

Y a-t-il une méthode ? Oui, peut-être. Certains le disent. C'est la même méthode que nous avons utilisée pour le plan de cohésion sociale et pour le Grenelle de l'Environnement. Au fond, le Grenelle, qu'est-ce d'autre que la réunion de tous les industriels, de tous les syndicats, des collectivités territoriales, de la société civile, de l'État, du Parlement, pour faire une mutation en profondeur, pacifique, de notre société ?

De ces expériences et – au final, c'est le sens du Dîner de la République –, j'ai la très profonde et violente certitude qu'il y a ceux qui croient qu'on peut changer les choses et ceux qui n'y croient pas.

Il y a ceux qui croient que l'homme peut s'élever dans sa condition et ceux qui n'y croient pas. Il y a, au fond, les conservateurs et les progressistes. Entendons-nous bien : les conservateurs et les progressistes, c'est une fracture qui traverse les lignes politiques et serpente au sein même des partis et des camps. Ce n'est pas la traditionnelle opposition entre la gauche et la droite.

Les progressistes sont optimistes. Les conservateurs sont viscéralement pessimistes et fatalistes. Peut-être qu'au fond le monde tel qu'il est, les situations telles qu'elles sont, tout ça leur convient bien. S'ils ne veulent rien changer, c'est qu'ils ne croient pas que l'action publique puisse améliorer le sort individuel et collectif. Les conservateurs ne croient pas que la politique soit capable de changer le cours des choses. Ils ne croient pas que l'homme puisse être maître de son destin.

Le problème, c'est que le monde, lui, n'attend pas. Le monde change. Il évolue. Il bouge. Il se métamorphose. Il n'est jamais pareil à lui-même. Il vit. Et cela, que le monde bouge, change, s'anime de mille mouvements et de mille vies, les conservateurs ne le comprennent pas. Ils ne le comprendront jamais.

Comment ne pas bouger, radicalement, lorsque tout bouge aussi vite ? Oui, les conservateurs ont l'air raisonnable, sérieux, bien coiffé. Mais en réalité, ce sont eux qui ne sont pas raisonnables. Ce sont eux qui ne sont pas professionnels. Car un professionnel s'adapte toujours au progrès et au mouvement.

Ils se sont trompés en 1875. Ils se sont trompés avant la dernière guerre, croyant que la motorisation de l'armée était une idée farfelue. Pourquoi penser le mouvement ? Pourquoi

penser le changement ? Notre histoire nous raconte une opposition continue entre les partisans du progrès et les tenants du conservatisme.

Je crois en une société en mouvements, respectueuse de ses traditions. Je crois au progrès de l'homme et de la société. Je crois qu'il faut renouer avec l'espoir. Il faut redonner de l'enthousiasme à la République, à l'exemple des grands républicains : Gambetta, Clemenceau, Mendès, de Gaulle.

L'adaptation aux grandes mutations et aux nouvelles données est notre défi. Je ne me résous pas au risque du déclassement de la République, de l'égalité des chances, de l'ascenseur social, de cette fraternité républicaine sans laquelle la Nation française n'existerait pas.

Les mutations exceptionnelles, par leur forme comme par leur ampleur, sont telles qu'il n'y aura pas de redressement français et républicain, sans la mobilisation de chacune des forces vives de notre pays.

Ce que j'appelle la République, autre nom de la force du possible, du progrès, de la révolution du bon sens, nécessite du temps et de la durée. Du temps, j'en avais besoin.

C'est pour cette raison que, sans drame aucun, sans amertume aucune, j'ai fait le choix de renoncer à occuper de nouvelles responsabilités ministérielles. J'ai hésité quelques semaines à retourner exclusivement au confort de la vie professionnelle. Mais je ne m'y suis pas résolu. Comme il y a vingt ans. Parce que je me suis retourné sur les années passées. J'ai regardé ce que j'avais fait. Tout ne me satisfait pas. Loin s'en faut. Mais je sais maintenant qu'il est possible, avec de l'exigence, de la rigueur, de la volonté, de la fraternité, du respect de l'autre, de fédérer les forces vives de la nation sur les sujets vitaux pour la République.

Je ne revendique rien pour moi. J'ai simplement décidé, une nouvelle fois, de m'engager dans le combat républicain, pour le progrès, la justice, l'égalité, la fraternité. J'ai retrouvé mon indépendance, ma liberté de pensée et de parole. Je les utiliserai pleinement.

Je veux travailler à rassembler, sur des projets, tous les républicains, tous les progressistes, tous ceux qui croient que nous sommes capables de changer.

J'ai tenu ce soir à vous parler librement, heureux que vous ayez répondu à cette simple invitation. Dîner de la République ? Une invitation improbable !

Si, comme moi, vous pensez qu'il faut faire de la République une idée neuve, alors parlons-en et agissons !

Nous avons la République en commun. Une République fraternelle, une République humaine. Notre belle et grande République.